

L'Europe brûle et Bruxelles regarde ailleurs

ÉDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/?ID=21810)) / Associé-gérant de Mediafin | Le 05/09 à 07:00 | Mis à jour à 15:44

**LA CHRONIQUE
DE ÉDOUARD TÉTREAU**



Fabien Clairefond pour Les Echos

CHRONIQUE. Dans plusieurs pays d'Europe, même des partis libéraux ou de gauche durcissent leur politique migratoire. Soixante ans après la signature du Traité de Rome, un constat lucide s'impose : le rêve d'une Europe supra-nationale se brise sous nos yeux.

Mesurons-nous assez notre chance, à nous Européens, d'avoir la Commission de Bruxelles pour nous diriger en 2018 ? En cette rentrée 2018, la maison Europe, à bien des égards, brûle à tous les étages. Les Britanniques, si ouverts, modérés et pragmatiques, sont en passe de devenir les ayatollahs du protectionnisme et du repli sur soi. Leur seule hésitation serait entre un « hard Brexit » ou un « soft Brexit ».

(<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0302200161627-croissance-ce-que-le-brexit-a-deja-coute-au-royaume-uni-2201924.php>) Les personnes informées ont beau multiplier les mises en garde sur le potentiel de désordre et de violences de ce Brexit (résurgence

d'une frontière historiquement sanglante en Irlande ; destruction d'emplois par dizaines ou centaines de milliers outre-Manche ; plans de « back-up » dignes d'une économie de guerre), rien n'y fait : les Britanniques ne veulent plus rien à voir avec cette Union européenne qui les entraînerait à leur perte.

À LIRE AUSSI

L'Europe fracturée (éditorial) (<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0302161393623-leurope-fracturee-2199980.php>)

En Allemagne, le déni des institutions nationales sur la violence engendrée par le pari fou d'Angela Merkel (accueillir indistinctement un million de migrants en une année) provoque le pire. Des 1.088 plaintes pour violences - dont 470 pour agressions sexuelles - commises à Francfort le soir de la Saint-Sylvestre 2015 par des bandes de migrants, aux assassinats de jeunes femmes allemandes à Kandel, Fribourg, Wiesbaden, sans oublier les attentats de Berlin et Würzburg, les raisons de rallumer les brasiers de la colère ne manquent pas.

À LIRE AUSSI

Le 21 avril de l'Allemagne (analyse) (https://www.google.fr/search?q=le+21+avril+de+l%27allemagne&rlz=1C1GGRV_enFR751FR751&oq=le+21+avril+de+l%27a8)

Le slogan de Madame Merkel sur l'accueil des migrants, imposé sans la moindre discussion avec ses partenaires européens (à l'instar de l'arrêt du nucléaire après Fukushima) est en passe de devenir celui de l'AfD. « Wir schaffen das » (nous pouvons le faire) : non pas importer un million de migrants, mais prendre le pouvoir. Lorsque l'AfD dirigera l'Allemagne avec la CDU et la CSU, nous pourrons tous faire le deuil de l'euro et de la paix en Europe.

Au Danemark, pays phare de la social-démocratie, la bascule a déjà eu lieu. Les vagues migratoires ont obligé le gouvernement libéral de Lars Løkke Rasmussen à durcir ses pratiques : l'objectif n'est plus l'« intégration » des étrangers mais leur « assimilation » ou leur rejet. Des camps de rétention et d'expulsion de migrants sont envisagés à cet effet. Que dit l'opposition de gauche face à cette politique que l'on pourrait qualifier de fasciste ? A l'instar de la gauche allemande de Die Linke, elle... surenchérit, par la voix de la présidente des sociaux démocrates, Mette Frederiksen : « *Nous voulons plafonner le nombre d'étrangers non-occidentaux accueillis au Danemark.* »

La Suède, au « modèle » économique et social hier envié et référent, vit un basculement similaire. Le président du Parti Modéré (c'est son nom) Ulf Kristersson, donné favori pour construire une coalition de gouvernement, a dû reconnaître dans une interview au Financial Times l'échec de 20 années de politique d'intégration. Le parti nationaliste des Démocrates Suédois est aujourd'hui en tête des sondages avant l'élection de dimanche.

La justice suédoise devrait l'y aider, avec sa décision folle rendue cet été : l'indemnisation à hauteur de 3.822 euros de Farah Allajeh. Cette dernière avait refusé de serrer la main de l'employeur qui lui ouvrait les portes de son entreprise. Ce dernier, interloqué par cette attitude sexiste et xénophobe, avait refusé de l'embaucher. Sacrilège, dit-on du côté de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

S'il « *y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark* », mais aussi dans tous les pays d'Europe en 2018 sans exception, qui faut-il blâmer en priorité ? Les peuples qui se cabrent face à ces violences et pratiques barbares ? Ou une certaine vision périmée de l'Europe : celle, hors-sol, de Bruxelles et de La Haye, où l'économie et le consumérisme seraient l'alpha et l'oméga de la civilisation. Et tant pis pour les Européens, que l'on choque dans leurs modes de vie et leurs cultures.

Il suffit pour s'en convaincre de visiter le site internet de la Commission Européenne pour mesurer le gouffre qui sépare le monde réel de cette élite parfois déconnectée. Ses « priorités » sont, au numérique près, celle des années 1970 : croissance, emploi, marché, énergie, monnaie, commerce... Tout en bas de la liste figurent les sujets essentiels en 2018 à savoir le régalien. Les pratiques démocratiques ; la justice ; la sécurité et les « *migrations* » ; l'Europe « *plus forte sur la scène internationale* », au moment où elle semble jouer le rôle du ballon entre la Chine et les Etats-Unis sur les sujets de défense comme de guerre commerciale.

Est-ce pour faire semblant de se soucier davantage du quotidien des citoyens européens, que la Commission de Bruxelles fait du non-changement de l'heure d'été sa priorité stratégique en cette rentrée 2018 ?

Soixante ans après la signature du Traité de Rome, un constat lucide s'impose : le rêve d'une Europe supra-nationale se brise sous nos yeux. Une réalité millénaire ressurgit : celle, pour le meilleur et pour le pire, de l'Europe des Nations. Celle du Général de Gaulle, qui savait que « *rien ne se construit en dehors des réalités* ».

Le moment est donc venu de composer avec cette réalité non pas nouvelle, mais très ancienne. La nier serait condamner l'Europe à sortir de l'histoire. D'être le jouet des grandes puissances du XXI^e siècle plutôt que l'une d'entre elles. Il faut au contraire l'anticiper. Cesser de diaboliser les soi-disant « nationalistes » : comme s'il fallait ostraciser celles et ceux qui aiment leurs racines, leur pays, leur mode de vie, au point de vouloir les

défendre. Compter, un par un, les quelques pays qui voudraient avancer avec nous au XXI^e siècle selon des formes institutionnelles nouvelles - en particulier la Grande-Bretagne, avec qui nous partageons l'essentiel en termes de vision du monde, d'appétence pour la démocratie, et d'intérêts stratégiques. Imposer à Bruxelles cette « destruction créatrice » schumpéterienne pour faire émerger des institutions plus resserrées, plus efficaces, et plus dignes. Voilà un programme d'actions, lucide et ambitieux, qui permettra peut-être d'éviter le pire, un siècle après l'armistice de 1918.

Edouard Tétreau